**[81:D:3]**

 **Affidavit d'opposition**

 [*no du dossier de la cour*]

 COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

 [*intitulé de l'instance*]

 AFFIDAVIT DE [*nom*]

 Je soussigné, [*nom*], de la/du [*ville, village, etc.*] de ..., du/de la [*comté, municipalité régionale, etc.*] de ..., homme d'affaires, DÉCLARE SOUS SERMENT :

1. Je suis le «client» visé par l'affidavit en date du [*date*] de [*nom*], procureur.

2. Les faits énoncés au paragraphe 3 de l'affidavit de [*nom*] sont exacts en substance, sauf que tous les honoraires et les débours relatifs aux démarches effectuées par le cabinet de Me [*nom*] pour l'obtention de l'hypothèque décrite à ce paragraphe lui ont été payés.

3. L'hypothèque au montant de ... $ mentionnée au paragraphe 5 de l'affidavit de [*nom*] était échue à l'époque visée et je conteste l'affirmation de [*nom*] selon laquelle le terme de cette hypothèque aurait été prorogé à ma demande.

4. J'admets que j'ai discuté avec [*nom*], du cabinet de Mes [*nom du cabinet*], et que, au cours de ces entretiens, on m'a laissé entendre qu'on était en mesure de réorganiser plusieurs de mes obligations. Je reconnais qu'une somme de ... $ a alors été mentionnée. J'admets avoir signé la demande de prêt hypothécaire jointe comme pièce «C» à l'affidavit de ... J'ai avisé ce dernier que je n'estimais pas que la somme de ... $ me permettrait de satisfaire à toutes mes obligations financières. Il m'a répondu qu'il demanderait des états de compte sur le solde encore dû aux différents prêteurs hypothécaires.

5. À la suite de cette entente, j'ai accepté de payer un montant de ... $ à [*nom*] pour les services juridiques qu'il m'avait rendus relativement à ce financement, et il a été convenu que ce montant serait payable au cabinet de Mes [*nom du cabinet*]. Cependant, [*nom*] a alors insisté pour que je lui paye un montant supplémentaire de ... $. Je n'ai pas très bien compris les implications de cette exigence. Comme j'avais un pressant besoin d'argent, je n'ai pas réfléchi plus avant à la motivation de [*nom*] et j'ai accepté de lui payer la somme qu'il me demandait.

6. J'ai versé la somme de ... $ à [*nom*] au moyen d'un dépôt provisionnel conformément à l'entente jointe comme pièce «C» à son affidavit.

7. Après la signature de la pièce «C» mentionnée à l'affidavit de [*nom*], différents prêteurs hypothécaires ont adressé à [*nom*], à sa demande, l'état de compte de leur hypothèque. Lorsqu'il a été clair qu'un montant de ... $ ne suffirait pas au financement de mes obligations, j'ai informé [*nom*] que je n'étais plus intéressé à conclure le prêt hypothécaire qu'il avait organisé. Je l'ai de plus informé que j'étais prêt à perdre le dépôt provisionnel que j'avais versé à la suite de l'entente décrite dans la pièce «C» de l'affidavit de [*nom*].

8. J'avais compris que c'étaient là les seuls frais qui me seraient facturés dans l'éventualité où le cabinet m'aurait trouvé des prêteurs mais que je déciderais de ne pas conclure le contrat hypothécaire. J'avais en effet questionné [*nom*] à ce sujet au moment de la signature de la demande de prêt, et il m'avait affirmé que le dépôt provisionnel couvrirait toutes les dépenses des démarches pour me trouver le prêt hypothécaire, ses honoraires y compris.

9. Je me suis par la suite entendu avec un autre cabinet d'avocats sur le financement de mes obligations et j'ai acquitté immédiatement le solde des hypothèques des clients de [*nom*], solde qui s'élevait au montant de ... $.

10. Je nie avoir jamais donné instruction à [*nom*], oralement ou par écrit, d'attaquer le contrat hypothécaire passé avec ... au motif qu'il était excessif ou exorbitant, comme le soutient [*nom*] au paragraphe 11 de son affidavit.

DÉCLARÉ SOUS SERMENT, etc.